

Industrie : reprenons le pouvoir sur la production ! | Fête de l'Humanité 2026

71 min · Parti Communiste Français

Bonjour à toutes et à tous. On va parler industrie cet après-midi. On va se demander comment... On va réfléchir ensemble à comment reprendre la main sur notre production industrielle. J'ai le plaisir pour ça d'accueillir... On va accueillir quatre intervenants. Il y en a un qui est en train de courir, finir son débat sur le forum social. On va accueillir David Blaise, de la Glorieuse Fédération des Travailleurs de la métallurgie de la CGT. Éric Seligny, coordinateur CGT Totalénergie, forte affaire. Édouard Bénard, député PCF du groupe GDR, dans la circonscription Saint-Marie-Tim. Et on aura aussi le plaisir d'accueillir Fabrice Coudour, qui est secrétaire général EDF... FNME, pardon. FNME. C'est samedi à Fétain. Donc, il viendra parler pour les travailleurs de la FNME. Pour commencer, je ne vous apprends rien. Les défis sociaux... Comment répondre ? La question, c'est comment répondre aux défis sociaux grandissants et aux défis environnementaux qui nous impactent, qui se matérialisent de façon de plus en plus dramatique dans notre quotidien. Comment y répondre aujourd'hui ? La CGT titrait « Pas de soins sans industrie » faisant le lien entre le besoin de production industrielle en imagerie médicale, mais aussi par exemple en industrie pharmaceutique, et la capacité du service public à répondre à ces missions sociales. Et en effet, on a besoin aujourd'hui d'une production industrielle qui soit orientée, productive, efficace, alors qu'en même temps... D'ailleurs, le rapport Draghi le disait aussi en 2024. On s'aperçoit dans un décrochage industriel, tant au niveau français qu'européen, décrochage en termes de capacité de production, en termes de formation. Donc il y a tous ces besoins et cette capacité à retrouver. Donc aujourd'hui, on va discuter. On voit que les réponses amenées par le capitalisme, soutenues par l'Etat... Vous avez tous vu passer le scandale des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises. Un premier budget de l'Etat, un rapport dirigé par notre camarade Fabien Gay. Bon, on voit que le capitalisme soutenu par l'Etat n'est pas en mesure de répondre à ces défis. Donc aujourd'hui, parole aux travailleurs. On va... Quelles sont les conditions pour qu'à partir de leur expérience, de leur savoir-faire, on pourrait répondre aujourd'hui à ces besoins sociaux et aux défis environnementaux devant nous. Donc pour commencer ce débat, une question que je vous pose, si je vous dis qui est-ce qui crée les richesses, vous me dites... Les travailleurs. Qui est-ce qui connaît les métiers, le fonctionnement des machines, qui connaît les conditions d'une production effective, les besoins des usagers et des clients ? Vous allez me dire... Les travailleurs. Par contre, aujourd'hui, ce qu'on voit, c'est qu'ils n'ont pas le pouvoir de décision. On va voir tout à l'heure comment on adresse ce sujet. Pour commencer ce débat, on sait que les travailleurs dans tous les secteurs d'activité ont des propositions. On a des propositions pour améliorer la production, pour orienter cette production vers la réponse aux besoins sociaux des populations, pour répondre aux défis environnementaux. Pour commencer ce débat, je vais passer la parole à Eric Seligny pour illustrer ce propos. Les travailleurs et les camarades de Total ont réfléchi à comment développer la filière hydrogène. Je voulais passer la parole à Eric pour qu'il nous explique comment ça s'est passé, à quoi vous avez réfléchi, qui illustre le propos.

Oui. Bonjour à toutes et à tous. Effectivement, on se dit toujours... Les travailleurs réagissent à un moment donné, à l'instant T, face aux stratégies des patrons et notamment les stratégies de destruction d'emploi. Malheureusement, il y en a plaît tort ces derniers temps. Et on s'était dit à l'époque, au début de la grande campagne de fermeture des raffineries que Total a engagé en 2010, ça a commencé par la raffinerie de Dunkerque. À Dunkerque, les camarades se sont dit qu'ils voulaient continuer à travailler là, continuer à produire et être utiles à la société. Une des idées qui a germé à l'époque, c'était de dire que Total ne veut plus distiller du pétrole dans le coin, mais qu'ils

vont faire autre chose. À l'époque, on commençait déjà à parler de la filière hydrogène. Donc on va amener un projet tout ficelé qui va pouvoir préserver l'emploi, même voir le développer, pour pouvoir produire sur place de l'hydrogène de façon écologique, puisque c'était de l'hydrogène vert qui était envisagé. Et ensuite, porter tout ce projet vers les collectivités locales, vers les citoyens, puisqu'ils ont fait une grande campagne autour de la raffinerie. Et donc ils ont amené ce projet sur la table. Pourquoi l'hydrogène ? Parce que l'hydrogène, aujourd'hui, ça peut être une énergie alternative. On parle beaucoup de pétrole en ce moment, malheureusement, compte tenu du contexte international, mais pour nous, ça a toujours été une inepcie de brûler du pétrole pour faire bouger les véhicules, notamment. Donc nous, l'idée, c'était de dire qu'on va proposer une alternative au pétrole et l'hydrogène peut en être une. Il peut être une alternative pour plein de choses. Faire du stockage d'électricité, l'électricité notamment intermittente, l'électricité solaire ou l'éolien. On alimente un électrolyseur, je vais le faire rapide, et puis l'électrolyseur produit de l'hydrogène et ça sert de stockage à l'électricité. Et ensuite, on sert de l'hydrogène pour reproduire de l'électricité quand on en a besoin et que l'intermittence est présente. Et l'hydrogène peut servir aussi à améliorer le rendement énergétique du gaz. Il peut surtout, effectivement, servir de carburant alternatif pour la mobilité et notamment pour la mobilité lourde puisqu'il y a beaucoup de transport qui se fait par la route. Et donc, dans les camions, on peut faire ça et alimenter des piles à combustible qui viendront alimenter les moteurs électriques des camions. Donc voilà. Et ce projet, oui, les camarades ont tenté de le porter pendant longtemps, mais malheureusement, ils se sont hortés à la logique du monde capitaliste, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune collectivité locale qui a voulu les suivre sur ce projet-là. Mais on le verra tout à l'heure, je veux dire, effectivement, parce qu'il aurait fallu avoir des démarches volontaires pour préempter éventuellement le terrain, pour trouver des financements, pour investir dans les champs solaires et champs éoliens pour produire l'électricité qui alimentait les électrolyseurs. Donc, toutes ces démarches-là ont été bloquées parce qu'on était restés, et notamment les collectivités, l'école, étaient restées dans un contexte de fonctionnement capitaliste du système. Donc voilà. Mais je veux dire, ils ont fait la démonstration qu'il y avait moyen de continuer à produire plutôt que de supprimer les 400 emplois directs, plus tous les emplois de sous-traitance, plus les problématiques d'approvisionnement de tous les clients, entre guillemets, de la raffinerie en aval. Enfin bon, j'en passe à des meilleurs. Voilà. Donc aujourd'hui, les travailleurs, ils ont les moyens, effectivement, de maintenir leur outil de travail, voire de le développer et de le développer tout en répondant aux besoins des citoyens, mais également en répondant aux contraintes environnementales qui se posent à nous aujourd'hui.

Alors ce qu'on voit, l'enjeu un peu du débat, c'est de synthétiser, parce qu'on a toutes des expériences très enthousiasmantes. Merci, Eric, d'avoir fait le point. La question est donc comment on donne les moyens nécessaires aux travailleurs pour la mise, et comment on se donne collectivement à la nation, puisque c'est une question collective qui nous intéresse tous. Comment on se donne les moyens nécessaires pour la mise en oeuvre efficace de nos initiatives, des initiatives telles que tu viens de les décrire. Donc on va aborder aujourd'hui deux questions. Ça n'épuise pas le sujet, mais il y a une question, il y a un volet de capacité de production avec un volet formation et financement, et un volet évidemment de décision démocratique sur la production, c'est-à-dire à la fois dans l'entreprise, comment on donne le pouvoir de décision aux travailleurs, mais aussi comment les travailleurs rencontrent la population, puisque la production, ça intéresse tout le monde. Donc comment on organise la rencontre entre la population citoyenne et la population des travailleurs pour définir ensemble les orientations stratégiques des entreprises. Donc on va commencer par les questions, par les volets de capacité de production. On va parler des besoins de formation. Les capacités de production, c'est un vrai enjeu de classe, puisque si on veut développer la production, c'est... Ce qu'on porte, c'est qu'on passe d'abord par le développement des capacités humaines qui doivent être ensuite financées. Donc on va parler formation et on va parler financement. Donc je vais poser la question à David. Quels sont en fait les revendications de la CGT en termes de formation

? Oui, merci, Stéphanie. Bonjour à toutes et tous. Effectivement, la formation est un sujet aujourd'hui plus qu'important dans l'industrie, puisqu'on voit bien qu'on a une transformation de notre industrie. Alors, je vais prendre plusieurs exemples. Je vais prendre l'exemple de l'automobile. Donc l'automobile, comme vous le savez, à l'horizon 2035, les véhicules thermiques ne seront plus vendus. Donc on aura des véhicules électriques, bien qu'aujourd'hui, on se rend bien compte, c'est une difficulté. Donc pour faire ça, il faut absolument qu'on forme les travailleurs, puisque l'activité n'est plus tout ou la même. Et ceux qui subissent, en fait, le plus la casse sociale, aujourd'hui, c'est les ouvriers, puisque c'est toujours un problème. On a du mal... Le patronat a du mal à former dans nos usines les travailleurs. Cette question de la formation professionnelle, c'est aussi la question du financement. On le voit dans les entreprises. De plus en plus, ils rognent les budgets de la formation. Et derrière, le problème, c'est que ces travailleurs qui sont frontés à la casse de l'emploi, à la casse industrielle, ne sont pas formés pendant leur activité ou ils étaient dans leur boîte. Nous, ce qu'on dit à la CGT, on considère qu'il faudrait 10 % du temps, du travail effectif qui soit consacré à la formation professionnelle tout au long de la vie. Après avoir le cursus scolaire, nous, on le dit, le cursus solaire, c'est une chose, mais derrière, il faut absolument former les travailleurs pour pas les laisser sur le bord de la route. Donc ça, c'est un sujet plus qu'important dans notre industrie, avec toute la transformation qu'on connaît dans l'industrie.

Il y a une question que tu as abordée. La question aussi pour donner cette capacité aux travailleurs de mettre en oeuvre leurs initiatives, c'est évidemment la question du financement. Je pense que vous avez tous vécu ça dans vos boîtes. Il y a la question des dividendes. Comment répartir la valeur ajoutée ? La question des dividendes vient rapidement sur le tapis. Et le patronat, rapidement, dit qu'on aimerait bien, mais on est obligé de verser des dividendes au marché si on veut être financé. Donc la question de comment on finance notre activité, l'alternative au financement, se pose rapidement. Je crois que les camarades d'EDF ont travaillé des alternatives de financement. J'ai passé la parole à Fabrice, et puis on verra après ce que le parti aussi peut proposer en termes de financement alternatif aux actionnaires.

Bonjour à tous et merci pour l'invitation. Désolé pour le retard, surtout. Effectivement, nous, ce n'est pas EDF, c'est les industries électriques et gazières. C'est 156 entreprises dont EDF, dont ENJ, RTE, Enedis, etc. Et on a la chance ou la malchance d'être aux 80 ans, de fêter l'anniversaire des 80 ans des nationalisations, où on a pu, malheureusement, faire un comparatif entre 55 premières années de vie où on est dans des entreprises nationalisées avec un réel contrôle public, avec des financements qui sont établis, etc. Et ces 55 premières années, elles ont montré par les nationalisations qu'on pouvait gagner la péréquation tarifaire dans l'énergie, que tout le monde paye la même chose pour l'électricité ou pour le gaz, ou qu'il soit sur le territoire. On a vu que ça a pu faire baisser les prix de l'énergie factuellement et que ça a amené une stabilité qui a permis la relance industrielle, qui a permis de relever des défis majeurs au sortir de la guerre, et notamment, quelques années après, sur la production nucléaire, par exemple, le plan Mesmer, qui a fait la force de la France aujourd'hui et qui a amené une certaine souveraineté. Et les 25 dernières années où tout a basculé, on est passé du monopole au monopoly, carrément, dans un marché carrément concurrentiel, avec la baisse des services, un État actionnaire qui n'est plus du tout un État stratège, c'est plutôt l'Agence des participations de l'État qui pilote EDF qu'autre chose, donc qui cherche la rentabilité, et le pilotage au service public qui est passé au pilotage à la rentabilité, la multiplication des acteurs, et surtout, vous le vivez tous, on le vit tous, l'augmentation des prix. Et ça, en fait, ça nous a amené à réfléchir sur quelles pouvaient être les solutions, à la fois sur le financement et à la fois sur le contrôle public. Et en fait, aujourd'hui, on est à l'heure des choix, on a des nouveaux défis écologiques, énergétiques, etc., etc. Et nous, on pose ce qu'on appelle le programme progressiste de l'énergie, qui n'est ni plus ni moins que des nationalisations nouvelles, puisque c'est des nationalisations adaptées aux enjeux nouveaux. Deux monopoles, un pour l'électricité, un pour le

gaz. La sortie des marchés, puisque, effectivement, les marchés, ils polluent la transition énergétique, ils font augmenter les factures, etc., etc. Mais surtout, on amène une nouvelle notion, qui est la notion du contrôle, de la maîtrise publique, le contrôle public. Et pour ramener cette notion, on a établi tout un cadre où on voudrait que ces monopoles soient gouvernés de manière tripartite avec l'Etat, les usagers et les représentants des travailleurs. Et là, on serait réellement dans une maîtrise publique et démocratique. Ça, c'est le contrôle et la maîtrise publique. Tout ça, on le pose, je fais vite, mais on le pose au travers de notre programme progressiste. Et on a émis un plan de financement, parce qu'on rencontrait beaucoup d'élus politiques qui nous disaient, votre truc, c'est bien, c'est progressiste, c'est communiste, mais c'est un doux rêve, quoi. Et donc, on a fait une analyse économique et on s'est dit, est-ce que ça passe ? On a fait travailler des experts, on est en train de faire valider par le CNRS, et on s'aperçoit qu'en 10 ans, notre modèle, c'est des investissements certes colossaux, mais qui deviennent rentables de plus de 35 milliards en seulement 10 ans, contrairement à ce que nous expliquent partout. Donc, il y a une réelle possibilité de financement qui doit être mise en oeuvre. Et ce financement, on s'est même aperçu qu'il pouvait être réalisable en baissant les factures d'électricité et de gaz de 25 % et sans alourdir la dette publique. Donc, on voit bien que tout ce qu'on nous explique actuellement, c'est de la poudre aux yeux, c'est un leurre, c'est pour détourner l'attention. Et là, avec notre modèle posé par la FNM ECGT, c'est un véritable programme politique qu'on défendra dans les présidentielles, qu'on ira voir les candidats, on a et un contrôle démocratique du fonctionnement du système et un financement possible.

Ça fait le lien. Merci pour la transition. Du coup, on va parler du volet dont on parle tous en ce moment sur la démocratisation, on va dire, la démocratie productive, si on peut appeler ça comme ça. D'une part, on va parler de nationalisation. Je pense qu'on a tous ce mot. Comment la nationalisation, quelle nationalisation, est-ce que la nationalisation telle qu'on l'a vécue dans les années 80 peut répondre aux enjeux qu'on vient de poser ? Fabrice a dessiné un peu les premières lignes d'une réponse. Qu'est-ce qu'on mettrait dans les besoins de démocratie ? démocratie productive, donc qui comprennent à la fois le pouvoir de décision des travailleurs, mais également un pouvoir de décision de la population en travaillant directement avec les travailleurs, une rencontre entre population et travailleurs. Donc on va aborder cette question de démocratie, rentrer un petit peu dans le détail de comment organiser la démocratie productive. Je vais retourner encore une fois vers David sur la question du pouvoir de décision des entreprises. Est-ce que tu pourrais nous faire un petit rappel de ce qui s'est passé depuis les lois de travail ? Avec, je vous le rappelle, le détricotage du pouvoir des instances, en particulier du CHSCT, mais aussi toute la conséquence que ça a eue entre... Tu vas nous le rappeler, David. Je vais prendre la

parole. Oui. Ouah là, il est fort, celui-là. Oui, juste... Désolé. Oui, Stéphanie, effectivement, nous, on l'apporte à la CGT. C'est renforcé démocratiquement dans nos entreprises, puisque aujourd'hui, on le voit, les stratégies, elles sont mises en place uniquement par le patron, uniquement par le capital. Donc aujourd'hui, on le dit clairement, il faut que les travailleurs aient toutes leurs places dans les choix stratégiques de toutes nos entreprises. Ça, c'est obligatoire. Si on veut reconstruire une industrie qui réponde aux enjeux sociaux et environnementaux, il faut que les travailleurs et la population aient leur mot à dire dans ces choix stratégiques. Sans ça, effectivement, on ira dans le mur. On le porte, nous, on travaille la CGT, on travaille sur le projet de loi, on lutte pour que le projet de loi de nationalisation d'ArcelorMittal soit voté une bonne fois pour toute, qui, je le rappelle, a été déjà voté deux fois à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, on le dit, il faut nationaliser ArcelorMittal pour reprendre la main sur les secteurs stratégiques de notre industrie. Ça, si on ne va pas là-dessus, la sidérurgie va crever en France et on sera dépendant d'autres pays, avec les situations géopolitiques qu'aujourd'hui qu'on rencontre, on sera dépendant d'autres pays et on pourra plus faire d'acier sous le territoire national et en Europe. Pour cela, nationaliser, on le sait. Le

gouvernement, on le voit détruire les services publics, ce n'est pas le meilleur des employeurs. Donc nous, on le dit, les camarades de la CGT, dans la métallurgie et ArcelorMittal, on le dit, une nationalisation sous le contrôle des travailleurs. Comme l'a dit Stéphanie, c'est eux qui connaissent le routier de travail et c'est eux qui peuvent estimer les besoins qu'on doit avoir dans nos populations pour répondre à ces gens en jeu sociaux et environnementaux. Oui, donc, effectivement, j'ai zappé le point, là. Non, Stéphanie l'a rappelé sur les lois de travail, évidemment, c'était la casse pour les droits des IRP dans nos entreprises. On l'a vu avec les CHSCT qui ont disparu, qui se sont retrouvés dans une commission du CSE. Aujourd'hui, le résultat, c'est le triste résultat. Le record de mort au travail en Europe, c'est la France. Donc, ça, c'est problématique. Il faut absolument revoir législativement toutes ces lois qui ont cassé tous les moyens et tout le pouvoir qu'on avait encore dans nos CSE et avec nos CHSCT. Donc, on le dit, ça, les politiques, il faut qu'ils s'en emparent, il faut qu'on revienne à quelque chose et qu'on donne beaucoup plus de droits à nos élus, dont les boîtes, notamment sur des droits de veto. Quand les entreprises ont une stratégie qui va dans le mur sur la casse des emplois, et notamment aussi, je le rappelle, qu'on soit aussi impliqués sur les questions du coût du capital, parce qu'aujourd'hui, ce qui coûte cher, ce qui coûte cher à l'industrie, c'est pas la compétitivité, c'est pas le coût du travail, c'est le coût du capital.

On va passer à Eric, si tu veux rajouter.

Oui, deux points. Moi, j'aimerais rebondir effectivement sur ce que Fabrice développait, sur le financement. Effectivement, moi, je travaille dans une entreprise qui n'a pas de problème de financement aujourd'hui. Je travaille chez Total. Je vais juste vous donner quelques chiffres que j'ai ramenés. Sur les cinq dernières années, Total, c'est 95 milliards de résultats nets. C'est 36 milliards de dividendes. Et l'augmentation du dividende a augmenté de 26 % sur les cinq dernières années. Donc aujourd'hui, toute cette manne financière qui est résultat du travail des salariés d'entreprise est dilapidée quasiment pour les trois quarts dans la bourse, soit en dividendes, soit en achats d'actions. Donc demain, si on reprend la main, effectivement, et c'est ce qu'on souhaite, reprendre la main sur la stratégie de l'entreprise, sur ses orientations, on a largement de quoi financer ce qu'on défend aujourd'hui, c'est -à-dire la transition énergétique. Aujourd'hui, le pétrole, je l'ai dit tout à l'heure, pour nous, c'est une aberration de continuel brûlés dans des réservoirs. On a les moyens de faire autrement pour la mobilité. Par contre, je vais rassurer tout le monde ou je vais en énerver certains, le pétrole, on en aura toujours besoin. Parce que le pétrole, c'est pas uniquement du carburant, c'est aussi une énorme matière première pour tous les produits dérivés qui vont dans la pétrochimie et dans l'enchimie et qui servent à l'industrie de la platte sur gire, à l'industrie du caoutchouc, à l'industrie pharmaceutique, pour le traitement des eaux, j'en pense, c'est des meilleurs. Tout ça, c'est des dérivés pétroliers. Malheureusement, on n'a pas encore trouvé de quoi les remplacer. Donc aujourd'hui, toute cette manne financière, effectivement, nous, on pense qu'il faut se la réapproprier. Il faut arrêter de dilapider tout ça vers les actionnaires. Les actionnaires, c'est juste des parasites qui achètent un droit de tirage sur la sueur des travailleurs. Il faut juste rappeler ça. Donc, c'est pas eux qui financent l'entreprise. L'entreprise, elle va se financer auprès des banques. Elle se finance pas auprès de la bourse. Donc, à un moment donné, on a les moyens, effectivement, aujourd'hui, même de nationaliser total, je veux dire, à la limite, total à suffisamment de fonds propres pour se payer sa propre nationalisation. Mais bon, nous, ce qu'on défend, c'est expropriation totale. On va pas aller dépenser des sous pour récompenser des actionnaires qui nous ont suçés le sang pendant des années et des années. Donc, nous, ce qu'on défend, c'est l'expropriation, la réappropriation et on a les moyens pour financer la transition. Et sur les instances, effectivement, nous, on l'a constaté, on est dans une entreprise dangereuse. On est dans une entreprise où tous nos sites industriels sont classés, ces vaisseaux seuil hauts. On manipule des produits dangereux, on fabrique pas du chocolat. Et donc, la disparition des CHSCT, il faut le dire, ça a amené, effectivement, une augmentation des problématiques de suivi d'accidents de travail, des

problématiques de suivi d 'entretien, de maintenance, etc. Et donc, nous, ce qu 'on demande, effectivement, c 'est que, David le disait, plus de pouvoir pour les travailleurs. Et on va au -delà. Il faut faire fi des instances telles qu 'elles sont aujourd 'hui puisqu 'elles sont bâties dans un système qui fait que c 'est à la main du patron toutes ces instances. Si les travailleurs reprennent entièrement la main, on peut commencer par mettre des conseils d 'ateliers, par exemple, qui pourront eux -mêmes décider, effectivement, quels sont les besoins, quels sont les besoins d 'investissement, maintenance et puis en orientation. Et puis, ces conseils d 'ateliers élisent des représentants qui, eux, dirigeront l 'entreprise et décideront de la stratégie de l 'entreprise. Je pense que c 'est tout le système qu 'il faut repenser. C 'est tout le système qu 'il faut mettre à plat. Il faut le repenser complètement, parce que sinon, si on reste dans le modèle capitaliste, dans le modèle que les patrons ont construit pour eux à leur main, on pourra mettre juste un emplâtre sur une jambe de bois. Enfin, je dirais, à un moment donné, ils garderont la main et ils continueraient à nous tordre en eux.

Merci, Eric. Alors, sur la question du financement, c 'est difficile de parler de ça sans parler des aides publiques. Et donc, des 211 milliards qui ont été... qui sont enfin... qui forment le premier budget, encore une fois, de l 'Etat. Quand on dit que c 'est sans aucune condition, ce n 'est pas exactement vrai, puisque, en fait, les entreprises sont encouragées à payer... à payer... à payer leurs salariés au SMIC, puisqu 'ils sont exonérés de cotisations pour le SMIC. Édouard, je voulais avoir ton avis sur... et ton opinion sur les aides publiques aux entreprises. Quelles conditions, quel niveau d 'aide. Est -ce que tu peux nous en dire un petit mot sur les aides publiques

? Il y a... Oui. Déjà, merci de m 'inviter à ce beau débat et merci pour vos interventions prudables. Je vous dois d 'abord deux excuses. C 'est que, d 'habitude, quand je vais à Paris, en raison de ma colère, je mets un peu de voix, mais là, la fête de l 'Humain n 'a peut -être pas eu raison ni de ma colère ni de mes espoirs, mais elle eut un peu raison de ma voix. Alors, déjà, premières excuses. Et deuxième excuse, j 'aimerais bien en introduction reposer les termes de notre débat, même si tu l 'as très bien fait Stéphanie, puisque ce qui est essentiel, puisque là on va nous gaver avec une élection sur la question des coûts, de la compétitivité, de comment on attire les capitaux aux étrangers, etc. Mais c 'est de bien remettre les termes de qu 'est -ce qu 'une politique industrielle et qu 'est -ce qu 'on appelle de nos v-ux. Et pour ça, il y a trois questions. C 'est que voulons -nous produire pour répondre à quels besoins et avec quel pouvoir de décision ? Et c 'est là où on arrive effectivement sur les débats sur la nationalisation et sur les aides publiques aux entreprises, etc. Parce que moi, personnellement, ça me fait toujours marrer les discours sur la souveraineté des droites, de toutes les droites dans l 'hémicycle, quand dans le même mouvement, ils accroissent la mainmise du capital sur l 'essentiel du pouvoir économique. Et les exemples ont été largement cités juste avant. Alors c 'est toujours le même refrain sur la socialisation des pères, la privatisation des gains et du pouvoir. Et du pouvoir, parce que je crois que vous l 'avez bien mis en relief tout à l 'heure. Et là -dessus, il faut faire l 'inverse. Alors le premier chantier, il concerne les droits des travailleurs. Tu viens de le dire, les ordonnances Macron, la loi travail avant, etc. ont affaibli les institutions représentatives du personnel. Les CHSCT, ça aussi tu l 'as dit, ils ont été balayés, ils ont disparu. Les compétences ont été concentrées dans les CSE. Et le résultat, c 'est moins de représentants, c 'est moins de moyens, c 'est moins de temps, moins de capacité d 'intervention. Et nous devons revenir dessus, rétablir les CHSCT, renforcer les CSE. Je pense que nous serons tous d 'accord là -dessus. Et surtout, passer du droit d 'information à de véritables droits de décision. Et tout à l 'heure également, le camarade a soulevé un débat sur le droit de veto qui est intéressant. Parce qu 'un salarié n 'a pas besoin d 'une information, que ce soit une usine pour aller fermer. Il a besoin de pouvoir l 'empêcher lorsqu 'elle ferme et qu 'une alternative existe. Et elles existent bien souvent, et tu l 'as prouvé aussi, par le projet hydrogène que vous portez ensemble chez Total. Donc il faut créer un droit de contre -position, un droit de suspension, et pour certaines décisions stratégiques, un droit de veto. Ça c 'est la direction à prendre et c 'est celle qui sous -tend les travaux législatifs. Et je reviens à ta question, néanmoins je

rebondis sur le cas très terre -à -terre d 'ArcelorMittal. Si les travailleurs avaient disposé depuis des années de droits réels sur les décisions, je salue encore des camarades salariés de chez moi par là -bas, de droits réels sur les investissements, sur les choix industriels du groupe et sur l 'utilisation des aides publiques. Voilà, je reviens à ta question, Sophie Abdié. Nous ne serions peut -être pas aujourd 'hui obligés d 'intervenir dans l 'urgence et de faire passer ces bienheureux à l 'Assemblée une loi sur la nationalisation d 'Arcelor, parce que le problème est toujours le même, on laisse ces conseils d 'administration, ces directions décidées, puis quand les usines ferment, il y a une cellule de crise, on organise une cellule de reclassement. On veut pas gérer les licenciements, on veut justement empêcher les décisions qui les provoquent. Alors sur le chantier des aides publiques justement qui nous intéresse aujourd 'hui, là il faut arrêter l 'hypocrisie. Il faut arrêter l 'hypocrisie parce qu 'à chaque fois on nous ressort le petit refrain sur une économie libéralisée, etc. Mais le capitalisme français, il est gavé d 'argent public sans en contrepartie le pouvoir de décision qui va avec aide, exonération, crédit d 'impôt direct, subventions multiples et variées, garantie, commande publique, financement de la recherche, vous le savez toutes et tous sur la fête, vous pouvez acheter son bouquin, Fabien Diey l 'a largement démontré et malgré cela l 'Etat accepte bien souvent de ne rien pouvoir exiger. Alors oui c 'est aberrant, l 'argent public doit donner évidemment des droits publics et la cause, là j 'ai un exemple très concret en tête, j 'y pense parce que j 'ai plusieurs commissaires politiques dans la salle, j 'ai reconnu plusieurs visages dans l 'assistance, déjà j 'ai mon suppléant et j 'ai quelqu 'un d 'autre, j 'ai Philippe Bartinez avec qui on a beaucoup travaillé sur la filière pape -et -cière et là également on a des exemples aberrants mais je ne vais pas m 'étendre sur fibre excellence, chapelle d 'arblée et compagnie. L 'argent public doit donner des droits publics, nous ne sommes pas pour une suppression pure et simple des aides publiques. Quand une entreprise touche de l 'argent public nous devons pouvoir exiger, premièrement, ça me paraît le minimum, le maintien de l 'emploi, encore j 'ai un exemple en tête à Sarté -Thienne -du -Rouvray, société d 'essai moteur, c 'est un petit peu plus de 70 salariés, l 'entreprise au niveau national a touché une dernière 4 ,6 millions, ça peut paraître peu sur l 'échelle d 'un groupe d 'aide publique au titre du crédit impôts -recherches, étonnamment il y a eu 4 ,6 millions de dividendes versés par le groupe et 30 % d 'emplois supprimés cette année, 30 % d 'emplois, imaginez -vous ça. Donc tout cela, bien sûr, c 'est à dénoncer et c 'est une contrepartie, première, le maintien de l 'emploi, des investissements productifs, des objectifs de décarbonation et ça les salariés savent les porter et bien souvent les portent au sein de leur groupe, des engagements salariés, le maintien des sites évidemment et l 'information et l 'interdiction de distribuer un certain nombre de dividendes à leurs actionnaires ou de procéder à des rachats d 'actions lorsque les engagements ne sont pas respectés et si les engagements sont violés, eh bien oui, c 'est remboursement, remboursement pur et simple, tout à l 'heure tu as parlé d 'expropriation dès l 'heure que l 'on parlait de Total, eh bien t 'as bien raison et je te soutiens.

Alors on voulait aussi aborder un point qui nous semble important sur la question du développement de nos capacités industrielles pour répondre aux besoins socio -environnementaux, c 'est la question de la coopération internationale, c 'est -à -dire aujourd 'hui étant donné les hauteurs des investissements nécessaires mais aussi les coopérations intellectuelles dont on a besoin pour répondre aux défis nous semble, dans la discussion qu 'on a eu pour préparer ce débat, important d 'aborder ce point et de comment pour répondre aux défis on a besoin de travailler avec les travailleurs d 'autres pays avec leurs compétences aussi parce qu 'on a aussi besoin des ressources qui sont dans d 'autres pays et on veut travailler bien avec ces populations -là donc on a besoin de tout un écosystème. Donc j 'ai passé la parole à Fabrice pour entrer un petit peu dans le détail de ce point qui nous semble important.

Un, deux, ah c 'est bon. Je me permets juste de rebondir sur un petit élément de tout ce qui a été échangé, c 'est que sur la question de la défense des droits des travailleurs notamment sur la santé

et sécurité, je pense qu'il ne faut même plus parler de rétablissement des CHSCT, il faut des nouveaux CHSCT parce que sinon on va revenir à des CHSCT Il y avait des pouvoirs mais pas suffisant dans ce que porte la CGT, il faut vraiment des nouveaux CHSCT. On voit bien que ce qui nous pilote c'est l'intérêt général et qui de mieux placer dans les secteurs des services publics comme l'énergie que pour mettre dans la maîtrise publique Je viens à la question que ceux qui ont besoin du service public comme ceux qui ont besoin des produits industriels, donc les usagers en tout cas pour le service public et ceux qui fabriquent et font le produit final ou ceux qui font les services publics, les travailleurs, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. Et on a besoin de l'expertise de ces travailleurs que ce soit à Arcelor, à Total ou ailleurs. Ça coule de source, les ministères sont pleins de personnes qui traitent les dossiers sur des tableurs Excel ou qui sont bien médiocres et des ministres encore plus. Alors qu'en fait, pour imaginer ça, moi quand j'ai un problème sur ma bagnole ou que je vais faire l'entretien, quand je vais à la concession, l'analyse qui m'intéresse, les travaux, la personne à qui je veux parler, c'est le mécano, c'est pas le directeur de la concession ou les élus locaux bien qu'ils peuvent soutenir certaines démarches. Donc en fait, l'analyse et l'expertise des travailleurs doit être immense et elle doit être surtout reconnue dans les projets de demain. Après, pour ce qui concerne les modèles qu'on porte, je pense qu'il faut s'affirmer sur la question des coopérations au sens solidarité, parce que c'est aussi un élément qui nous distingue des politiques d'extrême droite. Dans l'énergie, on n'a pas attendu la notion de marché pour échanger des électrons, de l'électricité aux frontières. Et c'est pas parce que le marché de l'énergie se casserait la figure techniquement que la fête de l'UMA ne battrait pas son plein. On n'a pas besoin des spéculateurs du marché, de ceux qui consomment de l'énergie, consomment même de l'argent sur le dos des usagers et sur le dos des producteurs historiques, pour faire fonctionner techniquement le système. C'est une verru, c'est même un poison et même dans l'énergie, c'est un poison pour la transition énergétique, puisque ça ne fait que coûter, là où on nous a vendu, que ce serait un moyen pour faire baisser les prix. Vous l'avez tous constaté, depuis 25 ans, les prix ne font que enfler. coopérations internationales malgré notre demande de sortie des marchés, c'est qu'il y ait des échanges de solidarité, des échanges techniques avec les pays frontaliers mais aussi qu'il y ait des échanges au global avec les autour des compétences des travailleurs mais surtout ça nous permet dans ces coopérations d'éviter le dumping social entre les travailleurs même si la CGT je pense que globalement parle tout où elle porte la réinternalisation de l'activité on sait bien que la question de la sous-traitance c'est un drame pour beaucoup de salariés qui se retrouvent en précarité et je crois que les solidarités les coopérations européennes mais aussi internationales doivent nous permettre de combattre ça et j'insiste c'est un élément qui nous distingue profondément de l'extrême droite et je crois qu'on est tous résolument antifasciste et il faut donc l'affirmer.

Merci Fabrice, merci à Eric.

Sur cette histoire de coopération, moi j'aimerais apporter un petit témoignage c'est à dire que encore l'entreprise dans laquelle je travaille, elle exploite beaucoup de gisements à l'étranger au delà de l'Europe même largement et ça a d'ailleurs été toujours le modèle des occidentaux malheureusement d'aller piller les ressources naturelles là où elles sont et puis de laisser les pays dans lesquels ils exploitent ces ressources, laisser les pays dans une pauvreté crasse et on le voit très bien comment ça se passe notamment en Afrique et donc clairement on a des relations notamment avec nos camarades sénégalais et aujourd'hui dans la population sénégalaise il y a eu une grosse bouffée d'espoir parce qu'on a découvert pas mal de gisements de pétrole et de gaz au large du Sénégal dans les eaux territoriales sauf que qu'est-ce qu'il est en train de se passer c'est qu'aujourd'hui c'est les capitalistes qui sont à la manoeuvre et donc les entreprises pétrolières notamment et donc ils ont passé des contrats avec le gouvernement sénégalais mais des contrats complètement iniques c'est à fait ils vont piller une fois de plus les ressources et laisser quelques miettes au gouvernement et à certaines oligarchies gouvernementales et puis la population elle verra

pas le début du commencement d'un COPEC qui sera dégagé de ces gisements donc à un moment donné effectivement là aussi clairement on a besoin de reprendre la main et là encore se pose la question c'est si on laisse continuer à opérer nos chers patrons bah effectivement ça le développement et la coopération ne se feront pas on a besoin effectivement tout un tas de ressources qui ne sont pas sur dans notre pays pour continuer à développer notre industrie et à répondre aux besoins de nos populations mais si ça se fait au détriment des populations des pays dans lesquels on va chercher les matières premières c'est pas la peine donc là effectivement avec les travailleurs sur place et bah nous on a tenté avec les travailleurs de chez Total notamment là bas au Sénégal d'essayer d'engager des revendications communes voilà ça commence par là c'est pas la fin de l'histoire loin de là malheureusement on n'est pas encore au bout mais on va commencer à développer des revendications communes justement pour faire en sorte que il ya un minimum au départ de richesse qui reste dans le pays et non plus que ça s'évapore et que ça vienne alimenter les comptes des actionnaires des grosses entreprises

alors je vous remercie dans le premier temps pour ce propos introductif maintenant là c'est le temps de l'échange avec vous donc si vous avez des questions des remarques des commentaires n'hésitez pas on a le temps on a le temps donc si vous avez un commentaire sur la question une remarque à faire sur comment on reprend la main sur notre production et sur notre industrie afin de répondre à nos besoins et en même temps et en même temps au défi climatique devant nous et bien c'est le temps de l'échange donc hésitez pas levez la main on est là pour discuter ensemble

quels sont les rôles voyez vous quels rôles voyez vous aux agences de développement dans cette approche si vous voulez de coopération à l'international

est ce qu'il ya d'autres questions peut prendre une

ou à François Zbaran je suis communiste de Paris est ce que en tant que député tu peux nous en dire un peu plus sur la sécurité d'emploi parce que moi j'ai j'ai entendu ce que tu as dit sur les 10 % de temps à passer en formation professionnelle pour les salariés et il se trouve que au parti communiste français a été développé la sécurité d'emploi formation par Paul Bocara il ya quelques décennies ça voir siècle dernier je me tins les cheveux sont blancs en dessous et il se trouve que la question du PCF elle est de dire que quand on a un salarié est en formation professionnelle il est remplacé par son poste de travail donc en fait la création de richesse elle existe toujours et donc c'est aussi une façon de supprimer et d'éradiquer le chômage donc je pense qu'on peut -être que tu peux nous en dire un peu plus merci

t'as raison je mettais crans gratte parler de la sécurité emploi formation sur mon téléphone et je le principe de l'échange sur les agences de développement c'est pas pour rien qu'elles sont menacées par l'international fasciste tous lui s'attaquent aux agences de développement parce qu'elles sont un manion essentiel de cette solidarité internationale justement ensuite sur la sécurité emploi formation c'est un combat un peu identitaire et à juste titre au parti communiste qui est assez simple le but c'est d'éradiquer progressivement le chômage purement et simplement ça part d'une ambition forte c'est de construire progressivement une société tout entière dans laquelle personne ne pourrait être condamné au chômage et la précarité dans un rapport fort au travail en garantissant à chacune et chacun un emploi stable c'est à dire le CDI c'est la norme j'ai plus tout en tête mais ça commence par ça le CDI c'est la norme ou une formation Choisir rémunérer des bouchons vers un meilleur emploi et une continuité de revenus et et sur oui ensuite aussi dans le parcours de sécurisation sa voie professionnelle il y a le volet essentiel mais en fait sur lequel on est raccord à ce que j'ai compris tout à l'heure sur les droits nouveaux les vrais pouvoirs donnés aux salariés contre les licenciements notamment je regarde quelqu'un qui est concerné aussi par la question excusez

moi il y a plein de copains qui est concerné par la question puisque face à un projet de licenciement économique les représentants des salariés disposeraient notamment du droit de veto suspensif qu'on a brièvement évoqué tout à l'heure du droit d'examen réel de la situation économique de l'entreprise du droit de projet alternatif de production d'investissement d'emploi et de formation et là encore j'ai un exemple très concret dans un groupe portant mutualiste chez nous et la possibilité de mobiliser le crédit bancaire pour financer cette alternative mais justement dans la continuité de ses travaux c'est peut-être pas trop le sujet de nos débats mais on a la discussion sur le pôle public bancaire qui est essentiel si on peut pas faire ça en pôle public bancaire tout ce qu'on a évoqué de véritables nationalisations qui sont pas juste un sauvetage de meubles mais qui s'accompagnent d'un véritable projet industriel etc. ça se fait avec un pôle public bancaire qui déroge à la logique d'Axonaria que l'on connaît actuellement.

V. Bassial Morel bonjour à toutes et tous moi je voulais revenir par rapport à financiarisation travail de donner des nouveaux droits etc. porter la loi sur harceleur mitale et sa nationalisation on ne peut être que pour parce que c'est aussi un pan de notre souveraineté qui disparaît et donc sans ces hiérurgies toute la chaîne industrielle est complètement s'écroule mais je voudrais revenir aussi à une loi qui est en train de discuter une loi transpartisane c'est la loi des gms entre les parce qu'on raisonne au niveau de la cgt on raisonne sur les filières industrielles mais il y a le donneur d'ordre où lui il s'obtient tous les pouvoirs mais les conséquences c'est aussi des sous traitants et donc on doit être aussi à l'offensive y compris pendant la campagne électorale pour montrer que quand on parle de nouveaux droits, eh ben de ne pas oublier que de porter cette loi qui aiderait aussi les petites entreprises, moyennes entreprises et les filières industrielles, eh ben de ne plus être confronté à des plans dramatiques de licenciement à outrance. Voilà les camarades ce que je voulais rajouter par rapport à toutes les interventions des uns des autres. Merci.

Alors je vais pas répondre à tout mais ça m'amène à réfléchir à d'autres éléments. C'est deux que tu viens d'évoquer. C'est effectivement il faut qu'on porte notamment sur la sous-traitance dont on a participé à des débats sur la sous-traitance dans le nucléaire où on porte à aller plus loin justement dans les CHCT, dans les responsabilités, à aller vers la responsabilité du donneur d'ordre plus que vers la responsabilité de l'employeur, quel que soit le lieu de vote du salarié concerné il faut toujours que la responsabilité pèse sur le donneur d'ordre sinon on sait très bien que ça avance pas. On a des beaux exemples avec le chantier des jeux olympiques où justement il y a eu pas mal de choses corrigées où les donneurs d'ordre étaient vraiment responsables de tout ce qui pouvait se passer quel que soit le nombre et le nombre de niveaux de sous-traitance. Et j'ai pensé à quelque chose que tu disais et où nous on la subit, c'est les lois de nationalisation et il faut se dire de quelle nationalisation on parle aussi. EDF sur le papier et les médias comme certains groupes politiques ont vachement communiqué sur le fait qu'il y avait une loi de nationalisation qui était passée à l'assemblée autour d'EDF. En fait au nationalisation c'est ce qui est passé c'est une loi d'étatisation d'une société anonyme, une loi de nationalisation, on l'aurait changé de statut et ça nous fait tomber dans un espèce de, pas de paradigme, mais de no man's land où en fait on se retrouve avec soi-disant une société privée dans un cadre complètement libéral qui n'amène aucun effet pour l'intérêt général, aucun effet sur les prix etc. C'est toujours un actionnaire qui décide. Et donc parfois je vais pousser l'abération, moi je préférerais même presque parfois mettre en avant le contrôle public et démocratique que la notion propriété publique. Je préférerais avoir une société anonyme, un total même si j'aime pas son PDG, mais un total qui maîtriserait tout le système énergétique, je fabule, mais dans un cadre réel, public et démocratique où c'est nous qui décidons. Il serait obligé de s'y conformer et ça serait peut-être pas pire parce que tout le monde nous ramène à cette notion de nationalisation autour de l'EPIC et il faut déjà parler de la conformité aux directives européennes aussi, mais l'EPIC c'est juste la propriété publique et pas la notion de contrôle public du bien qu'on produit ou du service public qu'on réalise.

Je me permets juste très brièvement de rebondir. Premièrement parce qu'il est trop humble pour le dire, pour vous inviter à soutenir le mouvement de grève la semaine prochaine et à tous aller sur les piquets de grève dans vos agglés autour des IEG. C'est étonnant que tu l'aies pas encore dit, c'est pour ça. Et je trouve que le copain soulève une très bonne question et un échange de fonds parce que la nationalisation a plutôt le vent en poupe, il faut le dire, y compris dans les droites. Je vais refaire un aveu, c'est que des fois je dis autre chose que l'humain et il n'y a pas longtemps, on en parlait tout à l'heure, j'ai lu la revue du Front Monétaire International, on fait ce qu'on peut avec ce qu'on a pour connaître ses adversaires, celle du mois de juin qui révélait que dans les 500 plus grandes entreprises au monde, il y en avait 50 publics en 2000. Aujourd'hui il y en a 130 sur 10 ans, 2016 -2026, les grandes puissances capitalistes ont injecté 533 milliards de dollars à la base de la nationalisation. Mais ça c'est du sauvetage de meubles, ça ne veut pas dire qu'on a socialisé l'entreprise, ça ne veut pas dire qu'il y a eu un nouveau pouvoir de décision, non, tout ça, ça rase gratis et je pense que l'exemple d'EDF est assez éclairant de ce point de vue parce que EDF est redevenu entièrement public, très bien, mais EDF reste enfermé dans un marché libéralisé de l'électricité, elle reste prise dans un système vraiment fragmenté entre production, transport, distribution, commercialisation, on pourrait aussi parler de la SNCF pour avoir des entrées concrètes au plus près de chez nous, et le résultat c'est que les français restent exposés à des prix dont ils ne comprennent ni la formation, ni les fluctuations. Les seules différences que vous avez vues sur vos factures c'est les augmentations ces derniers temps, alors comme quoi c'est pas la seule solution, c'est pas une fin en soi. Cela prouve une chose très simple, c'est qu'avoir une entreprise publique dans un marché privatisé, comme je vous le disais tout à l'heure, ça rase gratis et c'est précisément le sens d'une nationalisation moderne que l'on porte, ce n'est pas nationaliser juste pour administrer et dans ce cas -là rentrer dans un capitalisme d'État, c'est nationaliser pour planifier, pour investir des carbonés, sécuriser les approvisionnements garantis à des prix que ce soit à la pompe ou sur les factures étant donné vos sujets respectifs, pour donner du pouvoir aux travailleurs et aux usagers, y compris quand je parlais de maîtrise politique de l'entreprise à travers des filières, des conférences territoriales de gestion de ces grands pôles publics.

Juste réagir par rapport aux camarades ce qu'il emmenait sur la loi d'honneur d'ordre sous traitant qu'on appelle la loi des GMS puisque c'est des camarades GMS de la souterraine qui avaient subi des décisions de constructeurs automobiles qui leur avaient enlevé tout le boulot et la boîte aujourd'hui elle est pratiquement anéant, il y a encore des salariés mais c'était plus de 500 ou 600 salariés dans cette boîte, aujourd'hui ils sont une centaine je crois. Donc nous les camarades avec la métallurgie on a réfléchi à cette question comment aujourd'hui on peut protéger la sous-traitance dans le pays parce que je le rappelle quand même 90 % des entreprises du tissu industriel en France c'est des sous-traitants, 10 % c'est les grands donneurs d'ordre et ces grands donneurs d'ordre aujourd'hui ils ont le droit de vie et de mort sur la sous-traitance. Leur décision stratégique fait fermer les boîtes et derrière c'est des salariés qui sont à la rue et qui ne retrouvent pas de boulot donc nous on l'a travaillé avec la métallurgie et les camarades de GMS ce projet de loi comme l'a dit le camarade c'est une loi qu'on veut être transpartisan aujourd'hui il nous manque 6 signatures de la majorité pour que la loi soit débattue à l'assemblée nationale et ça je pense si on arrive à gagner cette victoire et ben je pense ça fera beaucoup de bien à notre sous-traitance afin aujourd'hui de responsabiliser les donneurs d'ordre qui fracassent l'industrie en France.

Bonjour, donc Michael Jean -Dodieu, élu CGT, du coup CSSCT et donc du coup vous avez beaucoup parlé de la CSSCT et donc de l'ancienne appellation. À l'heure d'aujourd'hui pour avoir été élu dans les deux organigrammes je travaille pour une entrepue chimique qui est CVSO2 donc qui est quand même assez conséquente et à l'époque du CSSCT enfin de l'ancienne tranchée on avait un petit peu de pouvoir là la CSSCT on n'existe plus donc je vous entends parler de ça est -ce qu'on va revenir sur l'ancienne tranchée ? J'espère parce que là honnêtement ça devient

catastrophique.

Oui ben je crois que Fabrice l'a dit tout à l'heure j'en ai parlé également je pense qu'il faut enverser la table sur les instances représentatives du personnel c'est pas aujourd'hui c'est pas les instances qu'on a dans les entreprises qui servent à quoi que ce soit elles ne servent à rien clairement enfin je veux dire voilà c'est des parce que tu dois le savoir, nous aussi dans le pétrole, on a autant d'organiques que de sous-traitants qui travaillent tous les jours sur le site. Souvent, malheureusement, les accidents, c'est chez les sous-traitants, pas chez les organiques. Donc on a besoin de reprendre la main sur tout ça. Et même les CHSCT de l'époque, on était déjà... Enfin, on avait un peu plus de pouvoir, mais on n'était pas au top. Donc il y a besoin de concevoir de nouvelles instances. Et c'est pour ça que nous, on parlait éventuellement de conseils d'ateliers qui pourraient faire office, effectivement, de contrôle de tout ça. Mais il y a sans doute plein de solutions à avoir. Mais clairement, il faut que les travailleurs reprennent la main sur leur vie à l'entreprise, sur leurs conditions de travail et ne laissent plus, effectivement, le patron décidé de quand il investit dans la sécurité, de quand il investit... C'est -à-dire, pour lui, c'est jamais investir dans la sécurité. C'est du fric inutile. Ça ne rapporte rien. Donc clairement, on a besoin de ça, parce qu'effectivement, dans nos industries, mais c'est également le cas dans le bâtiment, c'est également le cas dans beaucoup d'autres industries, les ouvriers, aujourd'hui, ils souffrent, ils tombent malades, voire même ils meurent. Donc on a besoin, effectivement, d'instances qui sont là pour contrôler et pour faire en sorte qu'on essaye de vivre le mieux possible au travail.

Je voudrais juste compléter ce que dirait... Moi, je crois que ça, c'est les instances du personnel. C'est essentiel. Il faut revenir à des instances beaucoup plus protectrices avec des droits de veto, etc. Mais ça, c'est la responsabilité légale. C'est la manière de bloquer le patron, certes, de rendre des responsabilités pour des salariés qui ont des dommages au fil de leur vie et même après leur vie professionnelle par rapport à l'activité qu'ils ont menée. Mais il y a une instance suprême, à mon sens. C'est le rapport de force. C'est la grève. Quand l'ensemble des travailleurs se pointent devant le taulier pour les dire qu'il va falloir qu'ils reconnaissent ça, avec le rapport de force, avec la masse, on gagne plus que dans les instances, c'est évident.

Alors, si on n'a pas d'autres demandes d'intervention, c'est une excellente transition, effectivement. Ici, nous sommes avec et chez des organisations de masse et de classe. Effectivement, ce sont les masses qui font l'histoire. Effectivement, ça se passe pour gagner tout ce qu'on vient de dire et pour remettre en place tout ce qu'on vient de dire. Ça va se passer dans la rue. Donc, c'est une excellente occasion de vous annoncer toutes les mobilisations à laquelle vous allez pouvoir participer dans les prochaines semaines. Le 15 septembre, ce sera l'énergie et la santé publique. Le 21 septembre, vous le savez tous, c'est la mobilisation pour la paix. Le 29 septembre, la fonction publique. Le 20 octobre, à Strasbourg, les syndicats européens se mobiliseront sur les questions industrielles. Et le 5 novembre, la FNME, la FNIC et la métallurgie. Et toutes les fédérations de l'industrie, donc, appellent à mobilisation, en particulier sur la loi d'honneur d'ordre sous traitant pour défendre les questions industrielles. Donc, on vous donne rendez-vous à ce moment-là à Paris -Den -Vauxville pour construire tout ce dont on vient de parler et pour suivre le débat, parce que le chantier est ouvert. Fabrice, vas-y.

On est à la fête de l'Humain, et moi, je voudrais quand même vous donner un peu d'informations pour combattre la désinformation générale, et notamment vous parler de pourquoi on se mobilise le 15 septembre, juste en 2 minutes, si tu me le permits. Effectivement, Edouard l'a dit, on est attaqué au niveau des industries électriques et gazières, donc les 140 000 électriciens et gaziers qui font le service public au quotidien et les 160 000 retraités. Ça fait quand même quelques années qu'on prend quelques coups dans la gueule, à commencer par la ré... à commencer par la réforme des

retraites en 2023, où on a perdu notre régime spécifique, qui était aussi pionnier et qui devait montrer une voie au fil des années et qui était plutôt mieux disant et aurait dû tirer le régime général et d'autres régimes vers quelque chose de meilleur. Et donc, depuis le 1er novembre 2023, on a des salariés, des nouveaux embauchés qui côtoient d'autres salariés qui n'ont pas le même régime de retraite actuellement. En fin d'année et début d'année, la fin d'année dernière, début d'année, on nous a attaqué sur notre caisse de retraite spécifique pour, comme par hasard, la faire basculer dans le régime général et pour dire qu'elle est en déficit, pour effectivement la fermer à terme. On nous a attaqué sur... là, tout au long de l'année, en nous disant, vous inquiétez pas, on va faire le toit l'étage de l'article 25 de notre statut. L'article 25, c'est l'article qui régit ce que tout le monde appelle le CE2DF, mais en fait, c'est la CCS et c'est le CE des 156 entreprises de l'énergie. C'est les oeuvres sociales et c'est un modèle unique de gestion ouvrière des activités sociales où le patron ne met pas le nez dedans. C'est pas pour rien qu'ils viennent nous l'attaquer et aujourd'hui, comme disait Edouard tout à l'heure, on vient nous attaquer sur ce qu'on appelle le tarif particulier, le tarif agent, notre avantage en nature énergie pour tous les électriciens actifs et gaziers actifs comme retraités. Moi, je veux quand même vous dire tout ça, ça fait que les électriciens et les gaziers, ils en ont... que la coupe est pleine et qu'ils vont pas se laisser faire. Très clairement, ils vont pas se laisser faire. La stratégie de division qu'on connaît depuis des années pour dire, regardez les vilains privilégiés alors qu'il y a énormément de précaires et qui se gavent bien ailleurs par les aides publiques, par que les milliardaires s'enrichissent toujours plus et toujours plus, ça suffit pour nous, mais je veux vous donner juste quelques chiffres. Le tarif agent, le tarif particulier, notre fameuse riz tourne incroyable qu'on a sur l'électricité et le gaz, pèse 1 % de votre facture. C'est vrai, c'est 1 % de votre facture. Donc, la facture moyenne, annuellement, c'est 2 000, 2 500 euros. Ça fait 25 balles par an. Pour que je paie moins cher d'électricité, c'est un avantage comme dans n'importe quelle corporation, comme beaucoup de corporations, c'est 25 balles par an. Ne pensez pas une seconde comme le supprimant, vous allez le gagner sur votre facture, et en plus, c'est que 25 balles. Par contre, il y a quand même un truc qui est quand même assez ironique dans l'histoire, c'est qu'il y a un an de ça, un an et un mois, le gouvernement a décidé de monter la TVA sur les factures et notamment sur l'abonnement. On nous met quand même... Nous, on nous confronte cet été en nous disant, il y a quand même une distorsion fiscale sur votre avantage en nature, ça serait bien de le corriger parce que vous faites perdre l'argent sur les factures, et depuis un an, on vous fait payer 20 % de TVA sur l'ensemble de votre facture, alors que le code fiscal et le code des impôts désignent les biens de première nécessité comme des biens qu'il faut taxer à 5,5 %. Qui peut dire ici que l'électricité et le gaz, ce n'est pas des biens vitaux des biens de première nécessité ? C'est régi d'un côté, et on vous le reprend. Le gain sur la TVA, dites -vous, le gain de 15 % grosso modo sur la TVA pour une facture moyenne de 2 000 €, comme tout à l'heure, c'est 300 balles immédiatement. Et là, c'est un gain direct pour les usagers. Là, c'est un gain sur la facture, et je crois que c'est central pour les défis qu'on a à résoudre. Et je pense qu'ils ont clairement fait cette attaque au cours de l'été. C'est une attaque purement électorale du Premier ministre dans leur guéguer au niveau de la Macronie pour défoncer les campagnes de certains, et notamment d'Atal, pour montrer que lui va au bout des réformes, mais qui va au bout des réformes sur les électriciens et gaziers, parce que c'est une des dernières corporations à abattre. On a réussi à être démonstratifs, on maîtrise encore notre outil de travail, on a une réelle capacité de nuisance, entre guillemets, même si les plus nuisants, c'est les politiques qui ont plongé plus de 13 millions de personnes en France dans la précarité énergétique en 25 ans. Et ça, ce n'est pas rien du tout avec la commutation des factures. Donc je vous le dis et je l'assume, les électriciens et gaziers vont se battre, et si l'attaque du gouvernement est radicale, la réponse, elle le sera tout autant.

Oui, moi, sur la question des mobilisations, je voulais dire juste un mot. Notre fédération, elle va participer, elle appelle également l'ensemble de ses syndicats à la fédération de la chimie à des grèves le 15, le 21 et le 29. Alors on pourrait dire, mais ça vous concerne pas, la santé, ça vous

concerne pas, l'énergie, ça vous concerne pas, les services publics, c'est pas vous. Mais si, parce que ça nous concerne tous. C'est clairement, tout ça, ce sont... Notre propriété, c'est à nous, tout ça. Les services publics, si on en a plus, on a quelques exemples sur la planète, on sait ce que ça donne. Demain, l'énergie, effectivement, si c'est complètement privatisé, on sait aussi ce que ça va donner. C'est -à -dire en termes de prix et surtout en termes d'absence de garanties, d'approvisionnement. Il faut faire gaffe là -dessus, parce qu'il n'y aura plus forcément les investissements derrière pour assurer la continuité. Donc c'est pour ça que nous, on appelle l'ensemble des travailleurs, l'ensemble des salariés à... Il faut que les travailleurs soient prêts à se joindre à tous ces appels. Il y a aussi la santé qui appelle pour la défense du service public de santé. Ça nous concerne tous. On a tous une carte vitale dans la poche. La Sécu disparaît, notre système de santé disparaît. On sera tous dans la merde. Il faut qu'on soit tous le plus nombreux dans la rue. Le 15, le 21 et le 29.

En conclusion, il me reste à vous dire que je crois qu'on a montré que les travailleurs, nous sommes légitimes à être considérés comme des acteurs politiques de notre avenir commun. Pour réaliser tout ce dont on a parlé aujourd'hui, il me reste à vous dire au travail, camarades, organisons -nous, mobilisons -nous mais surtout organisons -nous dans ces organisations de masse et de classe si possible. Je vous donne rendez -vous au prochain moment. Le 15, c'est juste après la fête de l'Huma. A très bientôt. Bonne fête à tous.